

Aux champs, citoyens ! Agroécologie et transition juste au Québec

Michaël Séguin

Number 813, Summer 2021

Aux champs, citoyens ! Agroécologie et transition juste au Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/96102ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Séguin, M. (2021). Aux champs, citoyens ! Agroécologie et transition juste au Québec. *Relations*, (813), 14–16.

AUX CHAMPS, CITOYENS!

AGROÉCOLOGIE ET TRANSITION JUSTE AU QUÉBEC



Véronique Bouchard, agronome, copropriétaire de la ferme biologique Aux petits oignons à Mont-Tremblant et autrice de *Cuisiner sans recettes* (Écosociété, 2020).

Le rapport à la terre des Québécoises et des Québécois s'est radicalement transformé depuis l'avènement du modèle agroindustriel, il y a une cinquantaine d'années. D'activité vitale – nourrir la population d'un territoire donné –, l'agriculture est devenue une activité marchande mondialisée qui met à mal la souveraineté alimentaire des peuples et la biodiversité. Comment favoriser une agriculture nourricière qui soit plus respectueuse de l'environnement? Quelles voies d'avenir l'agroécologie ouvre-t-elle à l'ère de la crise climatique? Quelles politiques agricoles s'imposent pour «écologiser» notre alimentation dans une perspective de justice sociale? Ce dossier se propose de «cultiver» les moyens de renouer avec une agriculture à échelle humaine.



Photo : © Caroline Hayeur

Michaël Séguin

Force est d'admettre que l'agriculture telle que l'ont exercée mes grands-parents paternels à partir des années 1940 jusqu'aux années 1980 n'est plus ce qu'elle était. Leur petite ferme d'une dizaine de vaches laitières, qui de surcroît étaient tarées tout l'hiver, obéissait à un rythme bien différent de celui que mon père connaîtra. Débutant sa carrière en production laitière à la fin des années 1970, il achètera un veau à la fois avant de reprendre la modeste ferme d'un de ses oncles. Joint par ma mère, aussi fille d'agriculteurs, son cheptel grandit au fil des ans jusqu'à compter 150 Holsteins aujourd'hui. L'évolution de l'environnement économique-légal et la mécanisation croissante du métier les ont transformés de plus en plus en «entrepreneurs agricoles». Mais quel avenir attend mon frère et ma sœur, qui ont commencé à prendre la relève depuis quelques années?

Au mieux, on le dira incertain, probablement plus encore parce qu'ils s'inscrivent dans le paradigme dominant de l'agriculture industrielle. Nul ne sait de quoi demain sera fait dans un monde où la gestion de l'offre s'érode au gré des accords de libre-échange, où le traitement réservé aux animaux et l'empreinte écologique de l'élevage deviennent des préoccupations publiques, où la robotisation et la croissance sans fin des exploitations s'imposent comme des tendances lourdes, où le taux d'endettement et de suicide des agriculteurs grimpe en flèche, et où l'idée même de ferme familiale est mise en péril au profit de fermes-usines sans âme. Si les aléas de la nature et du sort n'ont rien de neuf, ils se combinent désormais aux exigences de la main-d'œuvre salariée, des transformateurs et des distributeurs, des consommateurs d'ici et d'ailleurs, des organismes de réglementation, des décideurs politiques et des investisseurs, engendrant un stress très éloigné de l'image bucolique de la vie agricole que brossent *Le temps d'une paix* ou *L'amour est dans le pré...*

L'échec de la révolution verte québécoise

Si je me permets ce bref détour autobiographique, c'est qu'il me semble illustrer de manière éloquentes les transformations sociales qui traversent la société en entier, y compris le monde rural. Les bouleversements que vivent les agriculteurs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont en effet directement liés au projet de modernisation, d'industrialisation, de prise en charge collective et, plus récemment, de libéralisation économique promue par les élites québécoises. Dans le secteur agricole, ces processus se traduisent progressivement par une mécanisation (dont la multiplication des tracteurs et de la machinerie), une «chimification» (dont le recours aux engrais et pesticides), une spécialisation de la production (dont le passage à la monoculture céréalière destinée à l'alimentation animale) et une intervention ciblée de l'État (dont le financement agricole et le contingentement de certaines productions)¹.

La dimension politique de l'agriculture va bien au-delà de ce qui se trouve dans notre assiette: elle englobe aussi notre manière d'aménager et d'habiter le territoire.

Ici comme ailleurs, cette révolution verte a, certes, conduit à une explosion des rendements, mais elle a aussi engendré des effets collatéraux importants: «épuisement des sols, érosion de la biodiversité, maladies liées aux pesticides, carences alimentaires, endettement des paysans, privatisation du vivant et domination de l'agrobusiness sur les semences et les réseaux de distribution alimentaire².» En 50 ans, le Québec est passé d'une agriculture de subsistance qui répondait néanmoins aux trois-quarts de ses besoins alimentaires à une financiarisation de l'agriculture qui diminue à la portion congrue cette proportion – soit 35% de ses besoins³. Plus encore, à la suite de la libéralisation décrétée sous le gouvernement de Lucien Bouchard en 1998, l'agriculture passe d'une ressource collective fondamentale à une source de profits inscrite dans un complexe agroindustriel mondialisé et donc soumise aux *desiderata* des Monsanto de ce monde et aux instabilités du cours des marchés alimentaires. En clair: l'exact opposé de l'agriculture nourricière de proximité et des circuits courts que commande la transition écologique.

Sans sombrer dans l'idéalisation d'un passé fantasmé, cette perte de souveraineté alimentaire, de symbiose avec les communautés nourries par les agriculteurs et de savoir-faire ancrés dans une connaissance intime du terroir ne saurait être minimisée. Après tout, comme le soulignait l'agronome Claire Bolduc dans une entrevue accordée à la revue *Possibles* (été 2010), existe-t-il une nécessité politique plus vitale pour tout gouvernement que celle de veiller à «nourrir son monde, tout son monde»? Si nous devenons ce que nous mangeons, l'agriculture est aussi le point de départ de la

santé publique. Or, les modifications génétiques de tout ordre menacent tant la santé humaine que la biodiversité et l'équilibre des écosystèmes. C'est donc dire que la dimension politique de l'agriculture va bien au-delà de ce qui se trouve dans notre assiette: elle englobe aussi notre manière d'aménager et d'habiter le territoire, notre façon de traiter la terre, les végétaux et les animaux qui nous nourrissent, de même que les relations que nous entretenons avec la main-d'œuvre – souvent constituée de travailleurs migrants temporaires – qui sarclent et récoltent nos champs.

Agroécologie et autres sillons à labourer

Le titre du présent dossier – «Aux champs, citoyens!» – se veut ainsi un appel à se réapproprier la réalité agricole et à la concevoir comme un enjeu collectif majeur. Cette réappropriation, évidemment, nous ne la proposons pas tant à la manière d'un François Legault qui nous incitait toutes et tous à aller travailler aux champs en temps de pandémie, ou d'une Union des producteurs agricoles qui nous cantonne au seul rôle de consommateurs nécessaires au bon fonctionnement du modèle dominant, mais bien sous la forme d'un impératif démocratique. Dans la foulée du rapport Pronovost (2008), le débat public qui s'impose doit porter tant sur les formes que sur les finalités de l'agriculture au Québec.

Le modèle de l'agroécologie exploré de différentes façons dans ce dossier nous invite en ce sens à labourer de nouveaux sillons, à revoir nos manières de concevoir et de pratiquer l'agriculture en harmonie avec la géographie, le climat et les écosystèmes ambiants plutôt que dans une «logique de plantation» qui défigure la terre à grands coups d'engrais chimiques tout en polluant l'eau et en sapant la biodiversité. Plus encore, l'approche agroécologique permet de mettre au cœur des préoccupations les communautés qu'elle nourrit plutôt que des clients qui habitent au bout du monde. À petite échelle, l'agroécologie, c'est aussi simple que de faire son jardin en été, d'y planter une variété de plantes et de fleurs adaptées au climat d'ici et de partager ses récoltes avec ses voisins. À grande échelle, cette logique est élargie pour faire de ces mêmes voisins des acteurs à part entière de leur alimentation dans une multiplicité de modes qui permettent de prendre le champ comme on prend le maquis. ©

1. David Dupont, *Une brève histoire de l'agriculture au Québec. De la conquête du sol à la mondialisation*, Montréal, Fides, 2009.
2. Alain Olivier, *La révolution agroécologique. Nourrir tous les humains sans détruire la planète*, Montréal, Écosociété, 2021, plat IV.
3. Voir Maxime Corneau, «Agriculture: le Québec loin de l'autonomie alimentaire», Radio-Canada, 14 octobre 2020.